

# SantéPublique éditions

Le 23 janvier 2012

Lettre ouverte à

**Monsieur André-Claude Lacoste**  
**Président**

Lettre recommandée AR n° 1A 057 446 7026 7

Autorité de Sûreté Nucléaire  
6, place du Colonel Bourgoïn  
75012 PARIS

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Monsieur le Président,

La lettre adressée le 5 juillet 2011 à votre Directeur général, Monsieur Jean-Christophe Niel, est restée sans réponse. Je m'adresse donc directement à vous.

Tout d'abord, pour vous faire part de mon étonnement à la lecture de votre rapport de 500 pages rendu public le 3 janvier dernier : **pas une seule ligne n'évoque le vieillissement des installations électronucléaires et le risque causé par l'usure des pièces impossibles à remplacer.**

Vous savez pourtant que ceux qui ont construit ces centrales avaient **prévu pour leur fonctionnement une durée de vingt-cinq ans et non pas de trente ans**, comme cela est dit partout. Je l'ai appris par celui qui a mis en place le système de maintenance à Fessenheim, et cela m'a été confirmé par plusieurs sources bien informées.

Dès lors, **de quel droit pouvez-vous décréter la possibilité d'une prolongation** bien au-delà des délais initialement prévus par les concepteurs des centrales eux-mêmes ? Sur **quels éléments** vous basez-vous pour **vous affranchir de leurs préconisations** ? Eux qui avaient à la fois la **connaissance des matériaux** utilisés et des **défauts de fabrication**, les avez-vous retrouvés pour les consulter au sujet de chaque réacteur, avant que leur mémoire soit définitivement perdue ?

Jeudi dernier, j'ai rencontré par hasard des collégien-ne-s de la ville de Fessenheim, venus assister à un spectacle à Paris. L'une m'a dit : « *Cela fait 14 ans que j'habite à Fessenheim, il n'y a jamais eu aucun problème. Mon oncle y travaille.* »

Sa candeur était poignante. Cette adolescente ignore bien entendu qu'en cas d'accident nucléaire, elle sera **forcée d'avorter si elle est enceinte**, pour ne pas donner naissance à un être humain monstrueux, comme ceux photographiés par Paul Fusco, car la radioactivité modifie l'ADN. Elle ne sait pas non plus que son oncle sera contraint de **devenir un liquidateur** et d'absorber d'importantes doses de radioactivité. Elle n'a aucune idée de la **vie d'errance** qui sera la sienne, en tant que **réfugiée** ayant tout perdu, puisque **la maison de ses parents n'aura plus aucune valeur.**

Elle ignore tout cela et ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Ce qui peut se comprendre, à son âge. **Mais vous, vous savez tout cela.**

Partout en France, des proches riverains de centrales, comme elle, sont les plus farouches défenseurs du nucléaire, alors qu'ils sont les plus menacés. Ce paradoxe est le résultat de la **manipulation exercée depuis 60 ans par EDF** et par le lobby dont vous êtes, malgré votre « indépendance », l'actuelle figure de proue.

Néanmoins, depuis Fukushima, on sent la peur dans vos rangs. L'inconcevable s'est produit. Et chacun sait **qu'en cas d'accident nucléaire majeur en France, vous serez tenu pour responsable.** Alors vous avez ouvert le parapluie.

Vous préconisez d'équiper chacun des 58 réacteurs français d'un **générateur diesel « d'ultime secours »** (coût unitaire : 50 millions d'euros) et d'un **circuit d'alimentation en eau de secours**, ainsi que de doter chaque site nucléaire d'un **bâtiment bunkerisé** servant de centre de gestion de crise en cas d'accident.

**Dans l'attente de ces travaux pharaoniques, vous autorisez nos centrales nucléaires à continuer de fonctionner, telles des Titans dotés de canots de sauvetage en nombre insuffisant pour tous les passagers.**

**C'est un risque inacceptable**, selon les critères de l'acceptabilité des risques qui se mesurent en nombre de personnes affectées en cas de réalisation du risque.

Ceux qui ont lancé le programme électronucléaire dans les années 1970 **comptaient sur la génération suivante pour régler les problèmes** dont ils n'avaient pas la solution comme celui du traitement des déchets. Une génération plus tard, force est de constater que **nous n'avons pas réussi ce challenge.** C'est donc à nous qu'il revient de prendre la décision d'arrêter, plutôt que de transmettre à la génération suivante ce fardeau dont nous avons hérité. Piégée dans les mirages du monde virtuel, la génération qui vient ne sait entrer en relation avec le monde qu'à travers des écrans (téléphones portables, SMS, ordinateurs, Facebook, jeux vidéo, télévision...). Elle n'est pas aux prises avec la réalité et sera tout aussi incapable de réussir là où nous avons échoué.

Ayons l'humilité de le reconnaître et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Les Japonais ont **diminué en 6 mois leur consommation électrique de 28 %**. Or, ils sont deux fois plus nombreux que nous (126 millions), et leur tissu industriel est plus fourni que le nôtre. 90 % de leurs centrales nucléaires sont d'ores et déjà fermées, et elles seront toutes à l'arrêt à compter d'avril prochain.

Pourquoi ne pas envoyer au Japon une mission d'étude pour bénéficier de ce formidable « retour d'expérience » sur la réduction de la consommation, de façon à **réduire la production électrique nucléaire française de 25 % en un an ?**

Autre piste : la remise en service des **centrales électriques au fioul** qu'EDF a mises à l'arrêt. **Ce fioul lourd** sort à jet continu des raffineries du groupe pétrolier Total, situées sur le sol français, qui n'arrive plus à trouver preneur. Avec de nouveaux filtres antipollution et des systèmes de désulfuration performants, ces centrales électriques au fioul permettraient de fermer rapidement autant de réacteurs nucléaires. Il faut donc

organiser d'urgence la reprise de la raffinerie Petroplus, qui produit sur le sol français ce combustible bon marché, sous-produit du raffinage.

Il est grand temps de susciter **l'union nationale des X-Mines** autour de la réorientation des choix énergétiques de la France pour élaborer un **calendrier opérationnel de remplacement des centrales nucléaires, région par région**.

**Vous avez l'autorité morale nécessaire** pour le faire, et il vous est possible de réunir à nouveau les acteurs qui étaient présents la semaine dernière à la Maison de la Chimie, au colloque organisé par le député Gonnot, mais cette fois en leur tenant un discours de vérité.

Vous ne pouvez pas vous contenter de **vous défausser sur EDF** en lui imposant des investissements importants, et lui laisser la responsabilité de décider si le jeu en vaut la chandelle, car elle pourra toujours les financer sur le dos des consommateurs, qui sont captifs.

**En 2025, 34 réacteurs auront plus de 40 ans** (9 centrales) et **20 réacteurs auront plus de 30 ans** (8 centrales). Seuls 4 réacteurs auront moins de 30 ans (2 centrales).

Compte tenu de **l'usure des pièces impossibles à remplacer**, même si François Hollande ou François Bayrou, qui ont un programme quasiment identique de réduction de 25 % la part du nucléaire dans la production électrique d'ici 2025, sont élus, ce sera **l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France !**

Et vous savez que les EPR qu'il faudra construire si la France se maintient dans le nucléaire fonctionnent au MOX, qui contient du plutonium, ce qui augmentera la criticité des accidents à venir.

Vous savez aussi que les **centrales les plus récentes** (Civaux, Cattenom) ont d'ores et déjà **autant d'incidents annuels que les plus vieilles** (Fessenheim, Tricastin). Pourquoi ? Parce qu'elles sont plus « grosses » (1 350 MW contre 900 MW) et que les ingénieurs n'y arrivent pas. D'ailleurs, chez EDF, on ne les « aime » pas.

Depuis Fukushima, vous savez également que **la France est dans le peloton de tête des candidats à l'accident grave**. Parce qu'elle a le même système de gestion du nucléaire que le Japon, avec le recours massif à la sous-traitance et la minimalisation des coûts de maintenance.

Le réalisateur Alain de Halleux a révélé dans une interview les confidences de sous-traitants qu'il n'a pas fait figurer dans son film *RAS nucléaire, rien à signaler* : un vendredi à 16 heures, une équipe reçoit la consigne de faire 90 soudures. C'est impossible, bien sûr, mais le donneur d'ordre d'EDF balaie les objections. L'un des sous-traitants a une idée. Faire UNE soudure et la photographier 90 fois. Ce qui fut fait. Voilà comment sont entretenues nos centrales. Belle culture de la sûreté, en vérité !

Ne croyez-vous pas que ceux qui travaillent dans les centrales préféreraient se reconvertir dans le démantèlement plutôt qu'être contraints de devenir des liquidateurs en cas d'accident, comme au Japon où 17 000 d'entre eux sont intervenus à Fukushima Daiichi ?

Une autre raison de préparer énergiquement l'arrêt de l'ensemble des centrales françaises dès aujourd'hui, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.**

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que le Franciliens ont encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.**

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.**

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable**. Et la France dispose du **deuxième gisement éolien et solaire** d'Europe.

**De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas**, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement, fabrication) **seront un jour définitivement dépendants** de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne.

Je me permets également d'attirer votre attention sur le fait que les bouleversements climatiques en cours n'affectent plus désormais uniquement des pays pauvres ou des zones faiblement peuplées, comme ce fut le cas durant plusieurs décennies.

En 2011, **les dégâts provoqués par les catastrophes naturelles sont devenus le premier motif de remboursement des compagnies d'assurance** au niveau mondial. Cela signifie non seulement que les événements climatiques majeurs ont été plus nombreux, mais également qu'ils ont affecté des régions « riches » (**ouragan à New York, inondations au centre de Bangkok**). En France, à la suite de vents violents, jusqu'à **40.000 personnes ont été privées d'électricité** dans les tout premiers jours de 2012.

Du reste, **un accident nucléaire que vous avez classé au niveau 1 s'est produit** le 12 septembre 2011 à Marcoule, dans le Gard : **l'explosion du four de fusion** pour métaux faiblement radioactifs, qui a provoqué la mort d'un ouvrier et blessé quatre autres, dont un jeune homme de 28 ans, brûlé à 80 % et transféré à l'hôpital militaire Percy de Clamart, qui dispose d'un service spécialisé pour les blessés contaminés par la radioactivité. Les circonstances de cet accident, révélées par le Canard enchaîné le 26 octobre 2011, sont détaillées dans la lettre que j'adresse ce jour à François Hollande, ci-jointe.

Pourquoi cet accident s'est-il produit ? Parce que, **sur les 180 salariés de CENTRACO**, qui appartient à SOCODEI, **filiale d'EDF, il ne s'en est pas trouvé un seul pour faire respecter les consignes** du fabricant allemand du four !

Nul ne peut donc se gargariser avec la « sûreté » du nucléaire français.

Ce qui m'a choquée, c'est d'entendre un cadre d'EDF rencontré la semaine dernière sur le perron de la Maison de la Chimie, parler « d'accident industriel », alors qu'il s'agit bien d'un **accident nucléaire puisque vous l'avez classé au niveau 1** et que le fondeur blessé a vraisemblablement été contaminé, d'où sa prise en charge à Percy. Quand arrêterons-nous de nous voiler la face ?

Votre rapport est centré sur le risque de **perte totale d'alimentation électrique et des circuits de refroidissement d'une centrale ou plusieurs**. Avez-vous envisagé aussi les conséquences possibles d'une **panne d'électricité généralisée à la France entière** ?

Je dois porter à votre connaissance l'éventualité de cette occurrence qui, selon Mike Hapgood, astrophysicien et ancien président du Groupe d'études sur la météorologie spatiale, pourrait être causée par une tempête solaire de même ampleur que celle qui s'est produite en 1859. Selon lui, « **les coupures de courant seraient générales, surtout dans les pays situés à une latitude moyenne, comme la Pologne, l'Allemagne et la France** » (*voir l'article ci-joint « Avis de tempête », publié en juillet-août 2011 dans la Sélection Readers' digest, p. 67-73*).

En 1859, les dommages se sont limités à des **câbles fondus** et à des **feux déclenchés dans les réseaux télégraphiques**. Aujourd'hui, la désorganisation que provoquerait une tempête solaire de cette ampleur pourrait avoir pour conséquence **la fusion de tous les cœurs de réacteurs européens** !

En effet, l'Europe est particulièrement exposée, avec ses « 305 000 km de lignes de transmission aériennes à haute tension, qui fournissent de l'électricité à 525 millions d'utilisateurs dans 34 pays [via] un réseau électrique très dense de systèmes interconnectés, qui s'étend du Portugal au Danemark et à la Grèce [et] fonctionne comme un réseau unique. » (*op. cit., p. 71*)

Or, d'après les spécialistes, lorsqu'en 1859 « une super-tempête solaire a frappé la Terre, les phases des deux cycles solaires étaient très similaires à ce qu'elles seront dans les prochaines années. »

Un rapport du Dr William Radasky estimait « qu'une répétition du scénario de 1859 se traduirait par la **fusion de 300 transformateurs** aux Etats-Unis et plongerait l'Amérique du Nord dans un **black-out total durant de longs mois** ».

Aussi je me permets de vous suggérer de **prendre rapidement contact avec ces deux spécialistes** pour examiner les **conséquences possibles sur les installations nucléaires** et les **protections à mettre en œuvre sans délai au niveau européen**.

A la centrale de Fukushima, les **réacteurs 5 et 6 ne sont pas entrés en fusion parce qu'ils étaient en « arrêt à froid** » et la situation a pu être contrôlée.

La conclusion est que **l'arrêt d'urgence est une situation à haut risque**, et qu'il faudrait peut-être revoir les procédures. Je m'interroge par exemple sur l'idée d'une extraction immédiate des barres de combustibles du cœur de réacteur, qui seraient placées dans une « piscine améliorée », parfaitement étanche, dans laquelle la chaleur produite par les réactions de fission alimenterait automatiquement un circuit de refroidissement et un système favorisant le ralentissement des réactions.

Encore une fois, le coût de ces investissements est tel, qu'il faut avoir le courage et l'honnêteté de reconnaître que la **poursuite de la production nucléaire est l'option la plus onéreuse qui soit**. Il faut en **informer clairement la population**, sans attendre, pour qu'elle accepte de réduire volontairement sa consommation. Les professionnels du bâtiment (architectes, artisans...) devraient aussi faire l'objet d'une campagne d'information spécifique à organiser sans tarder...

Beaucoup de gens me disent : « **Je voudrais bien sortir du nucléaire, mais comment fait-on ?** »

La première réponse, c'est **arrêter de mentir sur les coûts**. A cet égard, j'espère que la **Cour des Comptes**, qui n'a pas manqué de **vous consulter**, sera claire dans le rapport qu'elle rendra public le 31 janvier prochain.

La **démission anticipée de Monsieur Jean-Cyril Spinetta du Conseil de surveillance d'Areva**, où il avait été reconduit pour un second mandat au printemps dernier (*La Tribune, lundi 12 décembre 2011, p. 11*) a un goût de rat qui quitte le navire, si vous me permettez l'expression. Il s'est repositionné dans un autre secteur d'activité.

Mais ni vous ni les 300 salariés de l'ASN ne pourront en faire autant si vous aidez la France à décider d'arrêt de la production électrique nucléaire. Vous êtes donc dans la même situation que les médecins des *sanatoriums* après l'invention des antibiotiques en 1945. Ils ont accepté que leurs patients tuberculeux guérissent, ce qui les a obligés à se reconverter. Vous devrez aussi faire ce sacrifice, car il est évident que l'ASN devra poursuivre sa mission avec des effectifs réduits en cas de sortie du nucléaire. Etes-vous prêts à le faire, dans l'intérêt de la France ?

**Dans l'attente votre réponse**, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Annie Lobé,**  
**Journaliste scientifique.**

PS : Je vous adresse ci-joint des extraits de mon enquête menée depuis l'accident nucléaire de Fukushima et vous invite à prendre connaissance de l'intégralité, en ligne à l'adresse suivante : **[www.santepublique-editions.fr](http://www.santepublique-editions.fr)**

PJ : - Article : *Avis de tempête*, Sélection du Readers' digest, juillet-août 2011  
- Palmarès en 2025 des 29 très grandes villes à risque nucléaire, actuel et en 2025  
- Lettre que j'adresse ce jour à Monsieur François Hollande, candidat PS à l'élection présidentielle  
- Article : *Risque nucléaire : Et la France ?*  
- Article : *Centrale inondée à Fort Calhoun : Daddy's capitalism is over*  
- Article : *Réagir en situation d'urgence* et copie de la lettre aux Maires du 7 septembre 2011.